

Mercredi 18 mai 1994 - Conseil des Ministres

Communication du ministre des affaires étrangères sur la situation internationale.

(...)

Au Rwanda le mot de génocide n'est pas trop fort. Il y a eu des centaines de milliers de morts et les réfugiés se comptent par millions. La France a condamné sans ambiguïté les violations des droits de l'homme, a renouvelé sa demande de cessez-le-feu immédiat et l'application des accords d'ARUSHA. La France a également appelé les Etats voisins à allier leurs efforts pour aider à une solution.

Le conseil de sécurité de l'ONU a voté une résolution prévoyant la création d'une force d'interposition internationale de 5 500 hommes. La France est prête à participer à l'équipement d'un contingent africain.

Nous avons également décidé d'intensifier notre aide humanitaire acheminée par un pont aérien, d'accorder une aide particulière aux réfugiés au Burundi et en Tanzanie et enfin d'augmenter notre aide aux organisations non gouvernementales.

Le Président, après avoir parlé de la Bosnie-Herzégovine :

« A propos du Rwanda, des organisations non gouvernementales ont mis en cause la responsabilité de la France. Le Rwanda est une ancienne colonie belge qui s'est, il est vrai, rapproché de la France et fait partie de la communauté francophone. C'est la France qui a obtenu les accords d'Arusha, lesquels ont été respectés jusqu'à ce que l'attentat contre le président du Rwanda déclenche la violence. C'est la France qui a obtenu du conseil de sécurité de l'ONU la création d'une force d'interposition. C'est la France qui a assuré l'évacuation de la population européenne du Rwanda. Un communiqué a été publié qui récapitule tous les aspects de notre action et les dernières mesures, très importantes, qui ont été décidées.

Il est nécessaire que la force d'interposition de l'ONU soit composée de contingents en provenance d'Etats africains. Mais la France est prête à assurer un soutien logistique.

Il y a un intérêt national à ce que sur ces deux sujets le Gouvernement se fasse entendre et fasse comprendre la position qu'il partage avec le Président de la République. Il faut se montrer offensif face à des accusations injustes ».

4

Rédigé par Hubert Védrine -

CONSEIL DES MINISTRES DU 18 MAI

Rwanda 1994
Jean-Marie Lige

Le Premier Ministre déclare qu'il faut penser à une évolution de notre politique en ce qui concerne notre présence dans la FORPRONU et que, s'agissant d'autre part du Rwanda, la France ne peut pas être absente.

Le Président : des événements comme ceux de la Bosnie et du Rwanda excitent à bon droit la sensibilité des Français, surtout, s'ils voient des images leur montrant des tentatives d'élimination radicale des populations et des images qui inspirent la pitié.

Cette sensibilité nationale est d'ailleurs plus vive, plus exacerbée que celle des autres pays européens.

Il nous faut pourtant garder raison, ce qui est bien sur difficile devant un tel spectacle.

Dès 1991, j'ai dit que je ne donnerai jamais l'ordre à l'armée française de se mêler à cette guerre. Ce qui n'empêche pas que nous avons déjà, du fait de notre participation aux autres actions de l'ONU, 18 morts. Nous avons depuis le début de cette affaire pris ou pris partie à toutes les initiatives diplomatiques, que ce soient les actions humanitaires, les actions d'interposition, les résolutions du Conseil de Sécurité. Les plans des négociateurs sont certes hasardeux, mais aucun pays n'est prêt à s'engager plus.

Finalement, la seule solution c'est de se cantonner, de répartir le moins mal possible avec des sacrifices inévitables pour les diverses communautés.

J'entends dire parfois que la France aurait manqué à ses devoirs, c'est inexact. Le premier devoir d'un pays c'est de ne disposer de la vie de ses soldats que pour défendre son indépendance ou pour préserver son intégrité. Ou alors, de les engager, si dans le cadre d'une alliance, des obligations ont été contractées, mais là ? - sur un terrain extérieur - alors que nos intérêts vitaux ne sont pas engagés, il faudrait intervenir militairement avec nos soldats, mais que, compte tenu des caractéristiques du conflit, très vite avec le contingent, faire la guerre (!)

Alors on me dit que c'est dans l'intérêt de l'humanité mais quel est donc ce décret divin qui a fait de la France le soldat de toutes les justes causes dans le monde ? Alors que le seul empire mondial existant, les Etats-Unis, s'y refuse ?

Aujourd'hui, SARAJEVO vit mieux même si le siège n'est pas entièrement levé. C'est le cas aussi à GORAZDE, même s'il y a eu des retards pour exercer les pressions nécessaires, et que je suis le premier à regretter.

D'autres zones, dites de sécurité, sont menacées et bien, si elles sont vraiment menacées, il ne faut pas hésiter à recourir aux bombardements dans le cadre des résolutions adoptées par le Conseil de Sécurité et des décisions déjà prises par l'OTAN. On ne baisse donc pas les bras.

Il y a maintenant ce débat sur la levée de l'embargo. l'argument paraît fort : si on ne veut pas défendre les Bosniaques, qu'au moins on les laisse se défendre eux-mêmes. A la réflexion, ce n'est pas si simple. L'armée bosniaque est quand même armée.

L'embargo n'est pas une décision française contre les Musulmans-bosniaques, mais une décision de tout le Conseil de Sécurité concernant l'ensemble de l'ex-Yougoslavie.

C'est un sujet auquel j'ai longuement réfléchi, sur lequel j'ai débattu souvent et finalement, je me suis rallié au refus car je pense que cela entraînerait une mêlée et dans cette mêlée, les Musulmans-bosniaques seraient au bout du compte et, quoi qu'il en soit, écrasés. Il est vrai que ce qu'ils cherchent depuis le début, c'est l'internationalisation, si nécessaire par des provocations. Mais il est plus difficile qu'en 1914 de trouver pour cela un Archiduc...

Il y a quelques jours, M. BOUTROS-GHALI m'a dit être sûr que l'obus tombé sur le marché de SARAJEVO était une provocation bosniaque.

En bref, soit on continue à faire ce qui a été fait depuis le début, et on essaie obstinément d'obtenir une solution politique et diplomatique, soit c'est la guerre avec au moins 150 000 hommes dont, avec l'armée française, celle du service national. Rappelez-vous les difficultés que nous avons eues à rassembler 15 000 hommes pour le Golfe et l'opinion céderait au premier sang.

Il faut donc négocier. Ramener dans un conflit international, l'ONU, les Européens, la Russie, tous les protagonistes. Problème : les Etats-Unis traînent toujours les pieds. A GENEVE, on a avancé un peu.

C'est normal que dans ces conditions, la France lance un avertissement. Si la négociation n'avance pas, la question se posera de savoir ce que nous faisons là.

Madame, Monsieur les Ministres, ce n'est pas un domaine où les divergences de politique intérieure peuvent se faire entendre. Il ne doit pas y avoir, il n'y a d'ailleurs pas de contradiction entre nous. Des propositions sont faites qui sont dangereuses pour la France. Je vous demande de parler clair à ce sujet.

*
* *

J'ai reçu par ailleurs une lettre du Président de Médecins sans Frontières sur le Rwanda. C'est une ancienne colonie belge qui s'était rapprochée de la France avec le temps. Sachez que c'est la France qui avait obtenu à force de pressions, un accord qui a organisé la cohabitation des différentes ethnies et le respect des droits de la minorité par la majorité. Cela a tenu à peu près jusqu'à l'assassinat du Président. Nous avons fait tout ce que nous pouvions faire au moment des massacres. Nous avons évacué tous les étrangers et un certain nombre de responsables rwandais qui nous l'ont demandé, alors quand je lis certains commentaires, je crois rêver. Les Nations Unies viennent d'ailleurs de décider un nouvel effort. La France est naturellement décidée à y participer.

Sur tous ces sujets, je vous le répète, nous devons être vis-à-vis des attaques, plus défensifs car nos devoirs sont les mêmes